



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1421

12 décembre 2019

- **Plusieurs organisations préoccupées par les violations des droits humains en Haïti**
- **Vives dénonciations, au parlement américain, des actes de répression et de corruption du gouvernement d'Haïti**
- **Corruption : Les petrochallengers réclament un audit complet de l'administration publique**
- **Santé : La Papda exige des dédommagements des Nations Unies en faveur des victimes du choléra**

>> **Plusieurs organisations préoccupées par les violations des droits humains en Haïti**

A l'occasion de la journée internationale des droits humains, le 10 décembre, la Plateforme des Organisations Haïtiennes de Défense des Droits Humains (POHDH) condamne les répressions politiques sauvages, orchestrées par le pouvoir en place à travers l'institution policière, contre les manifestants qui réclament la démission du président Jovenel Moïse. La Plateforme déplore aussi l'insécurité grandissante et l'intensification des gangs armés qui sèment le deuil dans le pays. Elle appelle au renforcement de l'engagement citoyen pour des lendemains meilleurs, tout en saluant le réveil populaire pour dénoncer les mauvaises conditions de vie, l'injustice, l'impunité et l'inégalité sociale. La détérioration constante des conditions de vie, le non-respect des droits à la santé, à l'éducation, à la sécurité et à la protection, le dysfonctionnement de plusieurs hôpitaux et de la majorité des écoles sont parmi les problèmes, auxquels fait face la population, relève, de son côté, le Réseau Frontalier Jeannot Succès (RFJS). Le Réseau

appelle le gouvernement à prendre des mesures d'urgence afin de permettre à la population haïtienne, particulièrement les personnes les plus démunies, de jouir de ses droits économiques, sociaux et culturels. Il préconise d'améliorer les conditions de vie de la population et de définir des mécanismes pour pouvoir répondre à ses besoins sociaux. « Les femmes et les enfants sont souvent les premières victimes des situations de crise et de rupture de l'ordre social. Il nous faut dénoncer et arrêter cette constante atroce », souligne le Cadre de Liaison Inter-Organisations (CLIO), qui appelle à des actions concrètes, pour freiner les viols et violences faites aux filles et femmes. Le Clío encourage à refuser la banalisation des tueries et des viols, et des violences contre les filles et les femmes. Les structures étatiques se doivent d'annoncer formellement des mesures de prévention, pour stopper cette recrudescence du viol et des violences contre les filles et les femmes.

>> **Vives dénonciations, au parlement américain, des actes de répression et de corruption du gouvernement d'Haïti**

Lors d'une audition ouverte sur la situation politique en Haïti, ce mardi 10 décembre, à la Chambre américaine des représentants à Washington, des membres de la société civile haïtienne ont critiqué les actes de répression du pouvoir en place, contre ses opposants politiques, ainsi que son implication dans des actes de corruption. Il existe une prolifération des gangs armés en Haïti qui sont protégés et utilisés, depuis 2018, par les autorités étatiques, notamment l'Exécutif, pour commettre des actes de répression contre leurs opposants, souligne Pierre Espérance du Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), faisant partie des trois personnalités auditionnées. Le pouvoir en place réprime dans la violence les manifestations anti-gouvernementales, dont des opposants sont arrêtés et jetés en prison. De juillet

2018 à décembre 2019, 42 personnes ont reçu une balle à la tête, parmi les 187 personnes tuées. « Il y a eu cinq massacres, commis dans le pays, qui ont fait 127 morts au total. Le plus grand des massacres est celui de La Saline, perpétré en novembre 2018 », rappelle l'organisme de défense des droits humains. Lors de la tuerie, en novembre 2018, à La Saline, 71 personnes, dont des enfants et vieillards, ont été tuées, 11 femmes ont été violées et 400 maisons ont été détruites. Le Réseau a évoqué les revendications populaires ainsi que la situation des droits humains, et dénoncé une politisation de l'appareil judiciaire et la corruption qui règne dans le pays. Les dossiers judiciaires, comme ceux de La Saline et PetroCaribe indexant des fonctionnaires de l'Etat, sont bloqués au niveau de l'appareil judiciaire. Le Réseau recommande

au Congrès américain d'encourager les autorités haïtiennes à cesser de distribuer des armes aux gangs et aussi de politiser la Police nationale d'Haïti. Il l'appelle également à demander aux autorités haïtiennes de fournir des explications sur les fonds PetroCaribe et les massacres, perpétrés depuis 2018. Daniel Erikson de « Blue Star strategies » et Emmanuela Douyon, officière senior en charge du monitoring et d'évaluation au « National Democratic Institute » (NDI), aussi membre du collectif de Petrochallengers Nou p ap dòmi ont été entendus par la commission des affaires étrangères du Congrès américain. La représentante du collectif Nou p ap dòmi a exposé le sens, la pertinence et sa position citoyenne dans la lutte contre la corruption et la repression, qui sévit à travers des massacres dans plusieurs quartiers. Elle a aussi fait part de la revendication populaire en faveur de la démission du président Jovenel Moïse, à cause de son implication présumée dans la corruption, dans des crimes de sang ainsi que son éventuelle incapacité à diriger le pays.

>> Corruption : Les petrochallengers réclament un audit complet de l'administration publique

Les petrochallengers du collectif *Nou p ap dòmi* lancent un appel à un audit général des comptes de l'État et à un état des lieux de la situation financière du pays, à l'occasion de la journée internationale contre la corruption, le 9 décembre. Dans une lettre ouverte adressée à la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif, les petrochallengers sollicitent le contrôle administratif et légal des recettes et dépenses de l'État, pour l'exercice fiscal 2018-2019, et l'audit de l'ensemble de l'administration publique. Ils réclament également un rapport complet sur la situation financière du pays et sur l'efficacité des dépenses publiques, ainsi que le jugement de tout comptable de deniers publics, coupable de mauvaise gestion. Les petrochallengers exigent parallèlement la tenue d'un procès PetroCaribe, des fonds de l'aide vénézuélienne à Haïti, (environ 4,2 milliards de dollars américains) en vue de sanctionner les personnes soupçonnées d'implication dans la dilapidation de ces fonds publics. « La corruption, qui gangrène

L'opposition plurielle maintient la mise à l'écart du régime en place, en vue de l'établissement d'un gouvernement de transition, comme solution à la crise actuelle. Elle rejette la proposition de l'administration américaine, soutenant un gouvernement de cohabitation avec Jovenel Moïse à la présidence. A l'occasion de la visite, à Port-au-Prince, du sous-secrétaire d'Etat américain David Hale, qui s'est entretenu avec Jovenel Moïse et plusieurs autres secteurs politiques autour de la crise, [une manifestation a eu lieu, le 6 décembre, contre l'ingérence des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires d'Haïti](#). Depuis environ 20 ans, aucune audition d'actrices et d'acteurs haïtiens n'avait eu lieu à la Chambre des représentants des États-Unis d'Amérique. Cette initiative des parlementaires américains survient dans un contexte d'aggravation de la crise, suite aux mobilisations, enclenchées depuis le 15 septembre 2019, pour réclamer la démission du président Jovenel Moïse.

l'administration publique en Haïti, est non seulement source de sous-développement, mais entraîne également un ensemble de violations de droits humains, menaçant ainsi le bien-être de nos sociétés », signale le Collectif des Organisations de Défense des Droits des Migrants et Rapatriés (CODDEMIR). Il appelle la jeunesse haïtienne à poursuivre la mobilisation contre la corruption, afin de chambarder le système actuel. Il dénonce la passivité et la lenteur des autorités judiciaires dans plusieurs dossiers de corruption, notamment ceux de PetroCaribe et de Dermalog, dans lesquels sont indexés plusieurs fonctionnaires et anciens fonctionnaires de l'Etat. L'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) a fait part, le 9 décembre, de sa « détermination » à tout mettre en œuvre pour prévenir et réprimer la corruption sous toutes ses formes. Haïti occupe la 161e place sur 180 pays, dans le classement concernant l'indice de perception de la corruption, en 2018.

>> Santé : La Papda exige des dédommagements des Nations Unies en faveur des victimes du choléra

Il faut des dédommagements communautaires et socio-économiques, parce que le pays a payé un très lourd tribut, à cause de la maladie du choléra, introduite en octobre 2010 à Mirebalais (Plateau central), par le contingent népalais de la force

onusienne. [Le choléra a entraîné le déclin de la production rizicole et le refus de la République Dominicaine d'acheter des produits agricoles haïtiens](#), rappelle la Plateforme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA).

A lire également :

- [Haïti-Genre : L'incitation au viol des femmes prend de plus en plus d'ampleur sous le régime Phtk, relève la Sofa](#)
- [Haïti-Crise : L'opposition rejette le dialogue avec le pouvoir, prôné par les Etats-Unis d'Amérique](#)